

L'ÉDITOpar **Martial DUMONT**

Un autre enjeu

Le CETA, ce fameux traité commercial entre l'Europe et le Canada, on pourrait en discuter des mois. Tiens, on pourrait même reconnaître que cet accord transatlantique tant désiré par la Commission européenne serait, à certains égards, un plus pour l'économie wallonne.

Mais aujourd'hui, que la Wallonie refuse toujours de donner mandat au fédéral pour que la Belgique dise oui et entérine la signature du traité le 27 octobre prochain, cela dépasse largement le simple fait d'être pro ou anti-CETA. S'opposer et être la région d'Europe qui empêchera ce traité, ce n'est plus uniquement se battre pour les agriculteurs wallons, pour la défense de nos produits régionaux ou pour le respect de règles sociales et environnementales dans le commerce international. Dire non au CETA, c'est surtout montrer que les États, les régions et donc les citoyens qui les composent, ne veulent pas se soumettre au diktat des multinationales.

À l'heure où, en Belgique, des milliers d'emplois disparaissent, victimes de décisions prises à l'extérieur du pays pour des raisons purement financières, il

est salvateur qu'un Parlement, émanation du peuple, puisse dire qu'il ne veut pas que l'intérêt des entreprises et la globalisation prennent le pas sur la démocratie et ses valeurs intrinsèques.

Où veut-on à la fin ? Où les Parlements et les gouvernements deviennent des clerks de notaires, juste bons à favoriser le terrain de la mondialisation sans vergogne ? Où les entreprises internationales (premières bénéficiaires du CETA), donnent le « la » et décident de ce qui est bon ou pas pour les citoyens européens ? Car c'est de cela qu'il s'agit avec le CETA, et a fortiori avec le TTIP : une prise de pouvoir de l'économie sur le politique. Qui va, in fine, se retrouver complètement nu. La résistance, pas aveugle mais réfléchie de la Wallonie, est le symbole de cet enjeu crucial : favoriser le développement économique sans que celui-ci ne devienne le maître du jeu.

Parce que le jour où il le deviendra, on sait où cela nous mènera : vers une certaine forme de dictature latente. Elle est déjà en route. Tout ce que la Wallonie fait en s'érigeant devant le CETA, c'est tenter d'en stopper l'irrésistible progression.